



Les ministres ne parviennent pas à conclure les négociations du PTP à Maui

Après trois jours de négociations intenses à Maui (Hawaï), les ministres du Commerce de l'Australie, du Brunei Darussalam, du Canada, du Chili, du Japon, de la Malaisie, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, du Pérou, de Singapour, des États-Unis et du Vietnam participant au Partenariat transpacifique (PTP) n'ont pas été en mesure de conclure les négociations.

Ils ont affirmé, dans leur déclaration finale, avoir réalisé des progrès importants et être déterminés à continuer à travailler en vue de résoudre « le nombre limité d'enjeux restants » afin de conclure les négociations.

Avant la réunion ministérielle (28 au 31 juillet), les négociateurs en chef et les experts principaux se sont rencontrés du 24 au 27 juillet afin d'aborder les questions techniques en suspens dans divers chapitres des négociations, incluant l'accès aux marchés pour les biens, les règles d'origine (RO) et les textiles, les questions juridiques et institutionnelles, la propriété intellectuelle (PI), les investissements, les sociétés d'État (SÉ) et les marchés publics.

La représentante adjointe au Commerce des États-Unis par intérim, Wendy Cutler, a précisé après la réunion que des progrès sans précédent avaient été réalisés sur des questions importantes dont l'environnement, les investissements, les services financiers, l'accès aux marchés, les mesures non conformes, les marchés publics et les réductions de lignes tarifaires particulières. Elle a aussi mentionné que le nombre de questions en suspens a diminué ainsi que le nombre de pays concernés par ces questions.

En effet, diverses sources à Maui croient qu'il ne reste, dans le cadre de ces négociations, que quelques enjeux dans les domaines de la PI et de l'accès aux marchés. Outre ces deux chapitres, des questions relatives au règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE), aux RO et aux textiles ainsi qu'aux véhicules automobiles sont toujours en suspens. Des représentants officiels ont dit qu'un petit groupe de pays, incluant les États-Unis, le Japon et le Mexique, travaille sur diverses exclusions

propres aux discussions sur le textile, mais les résultats doivent encore faire l'objet de négociations.

Des sources bien au fait des négociations ont aussi indiqué que les ministres du Commerce du Mexique et du Japon ont eu des différends concernant les règles d'origine pour les véhicules automobiles. Interrogé à ce sujet, le ministre du Commerce du Mexique a rappelé aux journalistes l'importance de l'industrie automobile dans son pays. « Vous savez certainement que l'industrie automobile du Mexique est la 7^e en importance au monde, alors il est évident que le Mexique lui porte un intérêt particulier », a déclaré le ministre du Commerce mexicain.

Sur le plan de la PI, l'enjeu le plus important semble venir de l'exclusivité relative aux « produits biologiques » et de la durée de la protection dont ils devraient bénéficier. Des observateurs ont mentionné que l'Australie a insisté sur le fait qu'elle ne pouvait accepter une protection de plus de 5 ans pour les produits biologiques, alors que les États-Unis et le Japon souhaitent obtenir 8 ans.

Un autre secteur de la PI sur lequel les ministres ont passé un certain temps est la question des indications géographiques (IG), qui s'est avérée un enjeu pour plusieurs pays, incluant le Japon. Le Japon négocie actuellement un ALE bilatéral avec l'UE, et son NC a déclaré que la question était de la plus haute importance pour son pays puisqu'elle jouera un rôle prépondérant dans les négociations avec l'UE. Singapour et le Canada ont aussi accepté des dispositions relatives aux IG dans leur ALE avec l'UE.

Le Japon a dit aux États-Unis qu'il considérait les IG comme un facteur pouvant empêcher un accord, selon une source. D'ailleurs, les NC et les ministres du Commerce du PTP ont consacré la soirée du 30 juillet à cet enjeu. Lors de la conférence de presse, le représentant pour le commerce des États-Unis, Michael Froman, a expliqué que le groupe avait fait « des progrès intéressants concernant la conclusion de disciplines sur les droits de PI, incluant les indications géographiques ».

Des représentants officiels ont aussi mentionné l'accès aux marchés pour les produits laitiers et le sucre parmi les autres enjeux qui ont empêché les ministres de conclure un accord à Maui. Ils ont expliqué que les négociateurs étaient coincés sur

la question de l'accès aux marchés et ont reconnu que l'enjeu ne serait pas résolu lors de cette Conférence ministérielle.

« Nous avons fait des progrès relativement au sucre et aux produits laitiers, mais nous n'avons pas terminé », a indiqué le ministre du Commerce australien, Andrew Robb.

Diverses sources ont aussi rapporté que l'offre relative aux produits laitiers présentée par les États-Unis avait été rejetée par la Nouvelle-Zélande et que Tim Groser, le ministre du Commerce néo-zélandais, n'avait même pas pris la peine de considérer la proposition, insistant sur le fait qu'il ne servait à rien d'en discuter.

M. Groser a rappelé que les négociations ont commencé avec un important nombre d'incertitudes auxquelles les pays du PTP se sont attaqués une à une jusqu'à ce qu'il ne reste que les enjeux les plus complexes. « Maintenant que le débroussaillage est fait (...), il reste un ou deux enjeux de taille, et l'un d'eux est les produits laitiers », a-t-il indiqué aux journalistes.

« Ce sur quoi nous nous sommes entendus est un accès significatif d'un point de vue commercial. Mais nous n'y sommes pas tout à fait parvenus lors de cette réunion. Les produits laitiers sont toujours le dernier ou l'avant-dernier enjeu à être réglé puisque tout a été faussé depuis tellement d'années », a déclaré M. Groser.

Le ministre du Commerce de la Nouvelle-Zélande a dit qu'il restait néanmoins « persuadé » que les pays du PTP « allaient trouver une manière de gérer les complexités politiques pour les pays autour de la table qui sont moins concurrentiels ».

Lorsqu'on lui a demandé si la Nouvelle-Zélande quitterait le PTP si sa demande relative aux produits laitiers n'était pas satisfaite, M. Groser a répondu que son pays n'allait pas être poussé hors de cet accord, ajoutant qu'il trouvait l'idée de quitter les négociations « une proposition très

intéressante étant donné que la Nouvelle-Zélande est à l'origine de cette négociation. »

« Sur une note personnelle, j'ai rédigé le premier document à ce sujet. Alors émotionnellement parlant, je ne suis pas vraiment en situation de quitter le partenariat », a-t-il rétorqué.

« Nous nous sommes entendus sur une très large libéralisation et nous avons fait d'énormes compromis en tant que petit producteur laitier, mais plus important exportateur au monde. Je rejette l'idée que nous éliminerions tous les tarifs et la proposition voulant que la Nouvelle-Zélande vise quelque chose de complètement impossible pour ses partenaires. L'essence de cette négociation sera de continuer d'agir de bonne foi et de trouver une solution qui conviendra à tous », a conclu M. Groser.

M. Froman, quant à lui, a rappelé l'analyse de M. Groser relativement au nombre limité d'enjeux de taille nécessitant davantage d'attention en vue d'une résolution. « Je suis très impressionné par le travail qui a été accompli, satisfait des progrès qui ont été faits et persuadé que, grâce à notre dévouement, nous serons en mesure de résoudre les enjeux restants », a-t-il mentionné.

Dans la déclaration ministérielle, on a insisté sur le fait que le groupe souhaite bâtir sur les progrès de la Conférence ministérielle en restant en contact étroit alors que les négociateurs poursuivent leur travail visant à trouver un terrain d'entente et à formaliser les réalisations de la semaine. Cependant, de nombreux intervenants ont demandé si le déclenchement récent d'une élection générale au Canada allait compromettre la capacité du Canada à s'engager pleinement dans les négociations du PTP à venir.

À cet égard, le ministre du Commerce Ed Fast a souligné que le Canada est venu à Maui prêt à conclure le PTP et a assuré les participants que cela demeure son objectif lors de la reprise prochaine des négociations.

« Lorsque nos partenaires se réuniront à nouveau, et nous avons bon espoir que ce sera très bientôt, le Canada sera valeur ayant un », a déclaré

Pause estivale

Veillez prendre note que *Genève en bref* prendra une brève pause estivale et sera de retour en septembre.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

